

TOUS ENSEMBLE

Incontestablement, en 2016, la SBA a conforté sa légitimité, son approche transversale réunissant, au sein de plusieurs commissions complémentaires, l'ensemble des acteurs du Smart Building et de la Smart City concernés par la mutation accélérée que connaissent les mondes de l'urbanisme et de la construction. Tous s'accordent à dire que ce n'est pas en restant seul dans son coin que chacun pourra se repositionner. Au contraire, «tous ensemble» permet à chacun d'être plus efficace pour affronter de nouveaux écosystèmes.

C'est l'objectif que se fixe la SBA depuis 3 ans. Elle est ainsi devenue la véritable *Agora* du Smart Building et de la Smart City, apportant, à chacun de ses 150 membres actuels, l'anticipation nécessaire pour comprendre cette mutation et proposer une méthodologie pour mieux l'appréhender.

Aujourd'hui, la SBA accélère son développement en lançant de nouveaux groupes de travail portant sur des sujets d'actualité tels que l'enjeu juridique du Smart, la Data, l'évolution des modèles économiques ou encore l'emploi et l'accompagnement du changement. Par son positionnement, unique en France et sans doute dans le monde, la SBA continue de défendre, avec conviction, l'intérêt collectif de tous les intervenants de la ville et des bâtiments connectés et intelligents.

Cette fin d'année positive augure bien l'entrée dans 2017.

Entre temps, bonnes Fêtes.

Emmanuel François,
PRÉSIDENT DE LA SBA

SBA **vant-scène**

POURQUOI CONNECTER L'HABITAT SOCIAL ?

«Si, il y a quelques années, plusieurs contre-références ont déçu les bailleurs sociaux vis-à-vis du déploiement de la domotique, aujourd'hui ils deviennent acteurs du développement d'une offre de logements notamment adaptés à l'évolution sociétale». Pour Christian Rozier (Urban Practices), président de la commission «Building as a Service (BAAS)» de la SBA, qui intègre la sous-commission «logements sociaux» présidée par Paul Raad (WIT), outre l'arrivée massive du numérique générant de nouveaux modes de vie, trois défis s'imposent, à présent aux bailleurs sociaux: la précarité croissante liée à la baisse des revenus; le vieillissement de la population; les nouvelles contraintes réglementaires. Parmi elles, la loi «Égalité et Citoyenneté» dont l'une des trois priorités impose d'agir sur le logement afin de lutter contre la «ghettoïsation» de certains quartiers. Il y est notamment précisé que, pour favoriser la mixité des territoires, il convient d'agir sur l'offre en veillant à sa bonne répartition spatiale, à sa diversité et à son adaptation aux besoins et aux revenus des ménages. Sans oublier l'indispensable amélioration du parc social existant, notamment au niveau de la meilleure maîtrise des consommations d'énergie.

En conséquence, en prenant exemple de leur savoir-faire et de leur expertise, les organismes sociaux deviennent, à nouveau, force de propositions afin de participer à la production d'une offre dite «intermédiaire», d'habitats regroupés et de formules intergénérationnelles. «Dans ce contexte, poursuit Christian Rozier, le Smart Building doit contribuer à réinventer la relation du résident dans le logement social». Quant à la SBA, il lui faut y promouvoir, à la fois, les notions de mutualisation et de partage et, surtout, la nécessité de concevoir des bâtiments «Ready to Service» (R2S)... «Le socle de base du Smart Building», rappelle-t-il. En complément, il convient d'y faire prendre conscience des besoins de cohérence au niveau des conditions de connectivité, d'accès et de sécurité des données... sans oublier les fonctions qu'elles sous-tendent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment, pour qu'il devienne connecté et ouvert aux services (voir encadré en page 2).

Les enjeux sont en effet énormes. Selon l'USH (Union Sociale pour l'Habitat), on compte 4,7 millions de logements locatifs gérés par 740 organismes, plus de 10 millions de personnes étant notamment logées ■■■

LES 6 ENJEUX DU NUMÉRIQUE

Selon la sous-commission «Logement social» de la SBA, l'émergence du numérique dans le bâtiment se concrétise par 6 enjeux principaux pour les bailleurs sociaux: rendre les usagers acteurs de leur immeuble; développer l'attractivité du parc de logements; renforcer la stratégie commerciale; maîtriser les charges pour réduire les impayés; favoriser le partage d'informations; réaliser des économies de temps et de coûts.

SBA **essentiel**

► UNANIMITÉ

Le 4 octobre dernier, la commission R2S (Ready2Services), présidée par Emmanuel Olivier (UbiAnt) a décidé, à l'unanimité, que le caractère dissociable des trois couches (le Cloud, où circulent les données du bâtiment; l'infrastructure, ou couche réseau; les équipements, ou écosystème matériel) «est le prérequis à tout bâtiment R2S». Cette décision sous-entend que toute solution n'intégrant pas cette exigence ne pourra répondre au référentiel et au processus de labellisation, «R2S étant le socle de base du Smart Building», rappelle Emmanuel Olivier.



► R2G DOIT ÊTRE MULTI-ÉNERGIE

La commission Ready 2 Grid, présidée par Éric L'Helguen (Embix), s'interroge. Pour que le référentiel R2G soit adopté par tous, «ne conviendrait-il pas qu'il couvre tous les réseaux d'énergie, y compris ceux de chaleur, et non seulement le réseau électrique?» Déclinaison de la flexibilité liée aux énergies, R2G ne devrait donc pas s'écrire au singulier mais au pluriel: R2Gs.

■■■ au sein du parc HLM. «Chaque année, ce secteur investit 16,9 milliards d'euros pour améliorer et développer un parc dans lequel environ un tiers de ménages gagnent moins de 795 euros par personne, également concernée par l'arrivée massive du numérique apportant de nouveaux modes de vie.» Et Christian Rozier de conclure: «En partenariat avec les bailleurs sociaux, c'est à la SBA d'imaginer, à partir de la création de nouveaux services et usages, la nouvelle chaîne de valeur propre à ce secteur».

SBA **réflexions**

► LE FUTUR-AU-TOP D'EMMANUEL

Comme nous l'évoquions en début d'année, 2016 aura indéniablement été l'année de l'accélération de la nouvelle révolution industrielle avec une accélération sur tous les plans et à tous les niveaux. De nombreux sujets, paraissant encore futuristes il y a à peine 12 mois, deviennent désormais réalité. Les échéances se précisent, leur imminence entraînant une mutation profonde de notre société tant sur le plan économique que sociétal.

À titre d'exemple, Emmanuel François cite la Deutsche Post qui, souhaitant disposer d'un nouveau véhicule électrique, «Le Streetscooter», a décidé, après refus de son fournisseur traditionnel Volkswagen, de faire fabriquer elle-même, selon son propre cahier des charges et en coopérant avec les sous-traitants du constructeur automobile. Mieux même: elle ne s'interdit pas de le commercialiser à des tiers. Ainsi, sous prétexte de mutation technologique, «le client devient le concurrent de son fournisseur traditionnel».

Cet exemple illustre la rapidité à laquelle notre économie subit cette mutation technologique qui impacte tous les secteurs. Il y a encore peu, parler d'intelligence artificielle, de réalité virtuelle augmentée ou de blockchain relevait d'un futur lointain qui n'intéressait que quelques visionnaires. Or, à en croire le dernier rapport du groupe international de conseil et d'études IDC (International Data Corporation) portant sur la «DX Economy» (l'économie de la digitalisation), «*Tout s'est accéléré en 2016 avec des échéances de l'ordre de 3 ans*». Ainsi, dès 2017, environ 30% des entreprises B2C devraient ajouter la réalité virtuelle augmentée à leur stratégie marketing pour un déploiement en masse d'ici à 2021. Globalement, 67% des budgets IT seront alloués à des offres dans le Cloud d'ici 4 ans, tandis que, d'ici 2020, 8 grands groupes sur 10 seront des fournisseurs de services digitaux grâce à des plateformes. De plus, d'ici 2019, 40% des projets de transformation digitale intégreront des compétences en intelligence artificielle tandis que l'apparition récente d'une icône «Maison», s'affichant sur des centaines de millions de smartphones Apple ou Android ne passe pas inaperçue au niveau de l'interaction entre les IoT et les bâtiments connectés.

Enfin, des applications concrètes de Blockchain émergent avec, tout récemment, le lancement d'une expérimentation grandeur réelle, menée à Lyon Confluence, en coopération avec Bouygues Immobilier et Stratum et avec le concours d'Energisme.

Ce n'est qu'un début....



« Appelons à une Europe du Numérique pour faire, de la gouvernance de l'Internet, une priorité afin que les géants américains ne dictent plus leurs lois et que les 505 millions d'Européens ne deviennent pas les usagers du reste du monde »

**Axelle Lemaire,
Secrétaire d'État chargée
du numérique
et de l'innovation**

« Le BIM représente un maillon essentiel de gestion des risques! Non seulement pour les identifier au plus tôt; mais, également, pour tracer les actions à mettre en place et mémoriser les processus »

**Claire Doutreluingne,
Apave**

► LA SMART CITY, OUTIL DE VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC

« Comment raccorder les solutions "Smart cities" et "Smart territories" aux problématiques territoriales des élus? » Cette interrogation illustre les premiers travaux de la commission « Smart Building for Smart Cities » (SB4SC), portant sur « la nature des applications et services à développer au niveau du quartier et la contribution du bâtiment à ces services », rappelle Marc Dumas (Engie Ineo), président de cette commission.

L'orientation des travaux se structure à deux niveaux: d'une part, effectuer un diagnostic initial (cartographie des acteurs et des actifs (assets) et leurs interactions avec le territoire, la définition des préoccupations, les retours d'expérience, notamment au niveau des éco-quartiers neufs); d'autre part, mener une approche sur la vision politique du territoire, les familles de services, la méthode-cadre permettant l'application des solutions R2S au niveau des territoires.

« Avant de travailler sur les familles de services et les solutions, la commission a décidé de bien réaliser le diagnostic initial et de travailler sur la vision qu'elle souhaite proposer aux villes et aux territoires », commente Marc Dumas en précisant que « pour ces deux premiers items, deux groupes de travail doivent se constituer de sorte que la prochaine réunion² nous permette de partager sur ces travaux et de consolider. »

► L'USAGER FAIT LE MARCHÉ

Selon la commission « Innovations Technologiques de Rupture » (ITR), coprésidée par Hélène Boitel et Pierre-Damien Berger (tous deux CEA Tech), les domaines d'application identifiés par la commission « Building as a Service » ont « inspiré » la commission ITR concernant les thématiques du « soutien à domicile », du « logement social », de l'« optimisation/adaptation des espaces » et du « parking et circulation dans la ville ».

En prolongement, Jean-Yves Colas (Studinnov) a présenté les résultats du groupe de travail d'Apogée « Groupe Bureaux - Innovations liées à la transformation digitale » (taux d'occupation des bâtiments, mutualisation des espaces, coworking). Il a également été rappelé que « l'utilisateur faisant le marché », la commission propose de faire intervenir des personnes spécialisées au niveau des usages afin de comprendre comment ces technologies impactent les applications dans le bâtiment. D'autant plus que plusieurs freins imposent d'être étudiés pour être levés.

► LES NOUVELLES « TECHNO » APPLIQUÉES AU MONDE DU PARKING

Pour mieux appréhender les nouvelles technologies appliquées au monde du parking, le groupe de travail « Parking & Circulation dans la Ville », insérée dans la commission « Buildings as a Service » (BAAS), a, pour sa première réunion, préféré « prouver par les exemples de success stories ». C'est pourquoi son président, Jean-Yves Orsel (Dovop), considérant que la dépénalisation du stationnement ainsi que l'optimisation des places de stationnement sont devenues des enjeux majeurs, a convié trois entreprises expertes pour en témoigner: « Zenpark » (parking mutualisé); AF2R, filiale du groupe Sterela, spécialisée dans la Smart City; Comstar, adhérent de Videocom 2000, leader de la transmission de données par satellite.

1 - Groupe de travail « Diagnostic » et groupe de travail « Vision ».

2 - Le 9 décembre 2016, de 9h30 à 12h chez Engie Ineo à la Défense.

SBA en bref

► **SELON LE BAROMÈTRE USER INSIGHT**, réalisé par BNP Paribas Real Estate, portant sur les enjeux et préoccupations des décideurs immobiliers mesurés cette année, «44 % d'entre eux se déclarent prêts à engager des efforts financiers pour occuper un Smart Building».NDLR: Cette information prouve également tout le travail de pédagogie restant à accomplir et combien l'action de la SBA semble nécessaire en la matière.



«L'achat d'un logement de demain ressemblera à l'achat d'une voiture où il sera désormais possible de choisir des options personnelles pour son logement»

BNP Paribas Real Estate

Capteurs, verbalisation automatique, parkings partagés avec ouverture automatique, circulation urbaine grâce à des solutions alternatives à d'autres modes de déplacement... Autant de nouveaux usages rendus possibles par les nouvelles technologies. «*Mais, là encore, la mutualisation s'impose*», conclut Jean-Yves Orsel, y compris avec deux autres commissions SBA: la Smart Building 4 Smart Cities (SB4SC) et celle des Innovations Technologiques de Rupture (ITR).

► BONNE ANNÉE! LE 2^E MANIFESTE FERA PARTIE DES ÉTRENNES

Après son premier manifeste publié en 2014, texte fondateur pour promouvoir les conditions de développement du Smart building en France, la SBA écrit un nouveau chapitre et précise certains aspects qui n'avaient pas été abordés: «*les nouvelles perspectives ouvertes par les évolutions numériques qui se sont invitées dans le bâtiment*».

Ce deuxième opus, présenté «électroniquement» lors de la commission plénière du 7 décembre prochain avant son impression et sa diffusion en début d'année 2017,

Nous y reviendrons longuement dans la prochaine édition de la e-SBA

SBA **ctualité**

► EDF PREND LE VIRAGE DU NUMÉRIQUE POUR ENTRER DANS LA MAISON CONNECTÉE.

Le 13 octobre dernier, EDF a annoncé la création d'une filiale, baptisée Sowe, dédiée à la «démocratisation de la maison connectée». Comment? Grâce à un boîtier vertical, aux faux airs de télécommande, doublé d'une application Smartphone capable, en premier lieu, d'ajuster, à distance, son chauffage au gaz naturel, via un capteur installé sur la chaudière. De plus, outre le fait de rendre disponibles plusieurs autres informations (planification du trajet des habitants, niveau sonore, taux d'humidité et de CO2...), «*la station pourra également piloter l'ensemble des objets connectés de la maison intelligente*», promet Sylvie Jéhanno, présidente de Sowe et directrice du marché «clients particuliers» d'EDF. Pour elle, cette offre représente «*une innovation de rupture devant nous permettre de prendre le virage du numérique et être un partenaire du bien-être durable dans l'habitat*». Ses objectifs? Encore en phase de test chez quelque 200 clients, la solution Sowe sera commercialisée d'ici la fin de l'année en visant le million de foyers d'ici 10 ans.

► AIDE AU MAINTIEN DE LA CONNEXION À INTERNET

Depuis le 7 octobre dernier, le droit au maintien de la connexion à Internet est inscrit dans la loi pour «une République numérique pour les foyers les plus démunis».

Le 21 octobre, Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, chargée du numérique et de l'innovation, a ensuite signé la convention d'expérimentation de ce droit en Seine-Saint-Denis. Une deuxième expérimentation est également prévue, dès le 1^{er} janvier 2017, dans le département de Haute-Saône.

SBA en bref (suite)

► CONSTRUCTION 21: 3^E OBSERVATOIRE.

Après les bâtiments et les quartiers, Construction 21 met en ligne un 3^e observatoire consacré aux infrastructures et services urbains. Portail d'information gratuit, il permet la diffusion de l'innovation auprès des maîtres d'ouvrage et des entreprises
www.construction21.org

► SÉGOLÈNE ROYAL

a inauguré, le 22 novembre dernier, le premier immeuble parisien (dans le 15^e arrondissement) en autoconsommation solaire intelligente.

► SMART CITIES EXPO WORLD CONGRES

Cette année, la Smart Cities Expo World Congress (SCEWC), qui s'est tenue à Barcelone, du 15 au 17 novembre, a réuni près de 14 000 professionnels, venus d'une centaine de pays, et plus de 600 villes y étaient représentées. Placée sous le thème «des villes pour les citoyens», cette manifestation annuelle a marqué une évolution significative. Lancée il y a 6 ans pour y exposer le «tout technologie» proposé par les entreprises, le concept de Smart City y a évolué, les citoyens devenant plus prompts à s'impliquer pour «changer la ville».

www.smartcityexpo.com

► «PIC VALMY»

Tel est le nom du projet de plateforme inter-clusters GA2B (Solutions pour bâtiments intelligents)¹ et W4F (Wind for Future) en cours d'implantation à Dijon-Nord. Ce projet, destiné à «former, informer et expérimenter», porte sur la construction d'un bâtiment durable à énergie renouvelable, doté d'un simulateur afin de travailler en 3D, auprès duquel sera édifiée une tour de grande hauteur (45 m). De plus, «le bâtiment intégrera le BIM pour en faire, d'une part, une vitrine du savoir-faire mutualisé des entreprises régionales et, d'autre part, pour former les professionnels du bâtiment à l'utilisation de la maquette numérique», explique Patrick Tabouret, président du GA2B.

► LES ENJEUX DU VÉHICULE AUTONOME DANS LA VILLE DE DEMAIN

Tel sera le thème d'une table ronde organisée, le 14 décembre, de 18h30 à 21h, au Nexdoor d'Issy Village... alors que quelques véhicules autonomes commencent à apparaître dans le paysage urbain. Les impacts de cette évolution sont majeurs, au-delà du seul secteur automobile: chute de la consommation de pétrole et besoins accrus d'électricité; disparition de métiers (chauffeurs routiers; taxis...); augmentation des flux de circulation et fluidité des transports; libération du temps consacré à la conduite (car-leisure); disparition des places de stationnement au profit des «arrêts minute»; nouveaux services autour de la multimodalité; évolution de la réglementation et des assurances... Emmanuel François y représente la SBA pour débattre des conséquences au niveau de la Smart City.

► PILOTER LA VILLE DEMAIN

Sélectionnée dans le cadre du 21^e appel à projets du FUI (Fonds Unique Interministériel), la solution CONNECTe-CITY bénéficie, outre d'un financement de l'État, de ceux des régions Île-de-France et Centre Val-de-Loire pour mener à bien un programme de R&D atteignant au total 3,6 millions d'euros.

Ce projet vise à développer une solution matérielle et logicielle pour piloter les équipements urbains (éclairages publics, parkings, vidéosurveillance, feux de signalisation tricolores, panneaux à messages variables...) et valoriser les données collectées au service des citoyens et des acteurs de la ville.

Associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des décideurs de villes françaises et internationales, ce projet a été bâti par Vinci Énergies, au travers de ses marques Citeos (porteur du projet) et Actemium, par Arcom Centre Val-de-Loire, Factory Systèmes, Actility, CETU ETICS, l'ESIEE et le démonstrateur Sense-City de l'IFSTTAR, sous l'égide des deux pôles compétitivité Advancity et S2E2.

CONNECTe-CITY ambitionne d'amorcer une nouvelle étape de la ville intelligente en proposant des solutions sur mesure, qui, selon ses promoteurs se doivent être citoyennes, car centrées sur les usagers, opérantes, par l'amélioration de la performance des services urbains, interopérables, en ne dépendant pas d'une seule technologie, rentables, pour répondre aux contraintes financières des collectivités, et évolutives, en permettant à tout futur système de gestion de s'y intégrer.

1 - Rappelons que le GA2B est membre de la SBA.

SBAppli

► LA MAISON CONNECTÉE : APPLICATION NATIVE SUR IOS 10 ET ANDROÏD

C'est parti! Google et Apple permettent dorénavant de piloter votre « maison connectée ».

Sur iPhone, iPad ou iPodtouch, « l'app maison », proposée par Apple, fait partie d'iOs 10. Permettant de contrôler tout accessoire portant la mention « fonctionne avec Apple Homekit », il devient possible d'organiser les accessoires par pièce, de jeter plusieurs accessoires en même temps et de contrôler une maison avec Siri, application informatique de commande vocale.

De son côté, rappelons que Google propose, depuis ces dernières années, « Google Now », un assistant virtuel installé sur des téléphones Android. Depuis mai dernier, est également proposé « Google Home », utilisant une intelligence artificielle permettant de traiter les questions les plus complexes rapidement et avec précision.

► ANGERS : MIEUX GÉRER LES FLUX DE DONNÉES ÉNERGÉTIQUES

La société Engie Axima, experte en intégration de solutions énergétiques, s'est associée à Angers Loire Métropole pour solliciter les innovateurs porteurs de solutions numériques afin d'optimiser la gestion énergétique des bâtiments, les candidats ayant jusqu'au 10 décembre 2016 pour déposer leur candidature. Les lauréats bénéficieront d'un accompagnement opérationnel, commercial et financier.

L'appel à projets a pour objectif de développer des solutions, des applications et des services faisant appel aux technologies du numérique pour gérer les flux énergétiques de consommation et de production à l'échelle d'un bâtiment ou d'un équipement. Les propositions serviront à nourrir les réflexions de la société d'aménagement ALTER¹, dans le cadre du projet urbain : Angers Cœur de Maine, plus particulièrement pour l'opération Quai Saint-Serge.

Ce vaste projet d'aménagement prévoit notamment d'étendre les activités tertiaires existantes avec à terme la création de plus de 100 000 m² de surface (enseignement, formation, recherche, loisirs...), ainsi que le déclassement de l'autoroute en boulevard urbain. « Ces projets d'aménagement et de construction pourront représenter une source d'expérimentation, et les meilleures solutions pourront être testées, dans le cadre de l'opération, pour permettre à ALTER et au territoire d'être à la pointe en matière de numérique et d'objets connectés appliqués à l'énergie », explique Christophe Béchu, sénateur-maire d'Angers et président d'Angers Loire Métropole.

► SPIE-ICS,

Entreprise de services du numérique (ESN), filiale du groupe SPIE, et l'INSA Lyon, viennent d'inaugurer une chaire d'enseignement et de recherche dédiée à l'IoT². « Cette création s'inscrit dans notre ambition de "simplifier l'expérience du numérique" et de co-construire des solutions innovantes afin de les accompagner dans leur transformation digitale », commente Vincent Magnon, DG de SPIE-ICS.

► VINCI ÉNERGIES

Vinci Énergies a pris une participation minoritaire dans la société autrichienne Augmensys, spécialisée dans la réalité augmentée à usage industriel. Cet investissement a été effectué par l'entremise d'Inerbiz, le fonds d'investissement managérial et financier et de Vinci Énergies. Partenaires depuis 2015, les deux sociétés ont déjà mené plusieurs projets grâce à Ubik, plateforme de gestion mobile des données créée par Augmensys.

Par ailleurs, Vinci Énergies a également choisi d'accompagner Pysae, start-up spécialisée en géolocalisation et information « voyageur », en prenant une participation minoritaire via Inerbiz.

► STOCK D'INNOVATIONS DANS LE GRAND OUEST

Le 16 novembre dernier, le pôle de compétitivité S2E2 (Smart Electricity Cluster) a réuni, à Nantes, une dizaine d'entreprises³ du « Grand Ouest » autour de la thématique du stockage de l'énergie. « Au cours d'échanges de 15 minutes, elles ont

1 - ALTER: Anjou Loire Territoire Angers.

2 - Cette chaire est adossée au CITI (Centre of Innovation in Telecommunications and Integration of service).

3 - ABB, AIA Ingénierie, Armor, E4V, Easily, Kemwatt, PowiDian, Systovi, Tronico et Vlad.



**«CONNECTe-City
démontre la capacité
de la technologie LoRa
à être utilisée
dans le cadre de
la ville intelligente»**

Nicolas Jordan,
VP Marketing et
Développement Actilify

**«Les nouveaux
modèles économiques
sont basés
sur les bénéfices
que le bâtiment
numérique apporte»**

Chekib Gharbi,
DG du CITC (Centre
d'Innovation
des Technologies sans
Contact)

**«Pour définir un
nouveau modèle,
il faut bien identifier
qui va profiter
de l'investissement
sur l'ensemble
de la chaîne»**

Camille Thiriez,
PDG d'EffiPilot

exposé et présenté leurs innovations technologiques à des professionnels spécialisés ou utilisateurs de solutions de stockage pour leurs applications», explique Frédéric Cabas, chargé du marketing et de la communication du S2E2. Nous y avons remarqué:

- chez AIA Ingénierie, le concept «Air4Power» ayant pour vocation de proposer une solution clé en main de stockage énergétique à très haut rendement. Basée sur un système à air comprimé isotherme (injection d'eau durant les phases de compression/détente), cette solution permet de stocker l'énergie électrique d'origine renouvelable et restituer l'énergie sous quatre fluides: électricité, chaleur, froid et air comprimé;
- chez Systovi, la première batterie solaire thermique «crédible et performante pour l'habitat», estime le fournisseur de systèmes de couverture photovoltaïque intégrés aux bâtiments (BIPV-Building Integrated PhotoVoltaïc)¹. Baptisée «Stock-R», cette batterie permet, en utilisant un matériau à changement de phase, de se chauffer au solaire en soirée, lorsque le soleil est couché et que la demande est la plus forte;
- chez Kemwatt (ex start-up Ionwatt), la batterie «RedoxFlow» organique conçue pour le stockage stationnaire de l'énergie. «Les systèmes sont au stade des démonstrateurs industriels mis en œuvre dans des projets type microgrid, smartgrid, stockage d'énergie renouvelable, de quelques dizaines de kW à quelques MW», précise François Huber, DG cofondateur de l'entreprise avec Didier Floner (directeur scientifique);
- chez PowiDian (Power in all Meridians), jeune société issue d'Airbus Defence & Space, est proposée la station SAGES (Smart Autonomous Green Energy System) qui offre, aux secteurs du BTP et de l'industrie, de véritables solutions crédibles en matière de stockage d'énergie à hautes performances. «Le stockage par l'hydrogène représente une réalité opérationnelle aujourd'hui!», estime Jean-Marie Bourgeois, directeur technique et cofondateur de l'entreprise spécialisée dans les stations d'énergie vertes et intelligentes, avec Pierre Langer, président.

► TROIS INTERROGATIONS À PROPOS DU «STOCKAGE D'ÉNERGIE»

«Le concept de "stockage d'énergie" consiste à apporter de la flexibilité et de renforcer la fiabilité des systèmes énergétiques, en équilibrant, dans le temps, l'offre et la demande en énergie, aussi bien pour la fourniture d'électricité, de chaleur et de froid.» Dans le système actuel, le lissage des «pointes» de consommation, c'est-à-dire la régulation de la demande d'électricité aux heures pleines, est principalement réalisé par l'importation d'électricité, la mise en fonctionnement de centrales à gaz ou fioul et le stockage hydraulique (STEP). Le déploiement d'autres systèmes de stockage permettrait, d'une part d'abaisser le coût de l'électricité importée, d'autre part de diminuer, de manière significative, les émissions de CO² engendrées par l'utilisation de centrales thermiques et la dépendance de la France aux ressources fossiles.

Par ailleurs, le stockage stationnaire de l'énergie, aussi bien le stockage d'électricité que le stockage thermique, apparaît obligatoirement associé au développement des énergies renouvelables en garantissant un courant de «qualité» sur le réseau de distribution. En effet, la production intermittente d'électricité grâce aux énergies solaires et/ou éoliennes engendre des fluctuations importantes qui perturbent et détériorent les équipements de distribution. De plus, cette offre intermittente est souvent en inadéquation avec

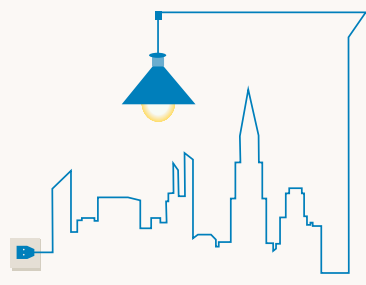
1- Pour mémoire, en 2014, Systovi a associé son expertise à celle d'Atlantic pour commercialiser le premier chauffe-eau thermodynamique sur air solaire.

SBA entendu

► FÉDÉRER UN ÉCOSYSTÈME D'INNOVATIONS

«Les villes deviennent ainsi des laboratoires pour le déploiement de services fondés sur les technologies réseaux numériques», considère BNP Paribas Real Estate, qui dans le cadre de cette révolution numérique, agit pour bâtir, au travers des Smart Buildings et des villes intelligentes¹. «En tant qu'acteur leader de l'immobilier d'entreprise et du logement, notre enjeu consiste à fédérer un écosystème d'innovations autour de grands groupes et de start-up permettant d'offrir les meilleurs services aux utilisateurs. Dans cette optique, nos Smart Buildings embarqueront, dans leur génétique, ses services pour répondre aux enjeux de la Smart City, à savoir: une ville plus écologique, une ville favorisant le bien vivre ensemble (développement de bâtiments pluriels et mutualisables) et une ville inclusive et participative (développement de réseaux sociaux de quartier)», précise Kevin Cardona, directeur de l'Innovation et du Développement durable pour l'activité de Promotion de BNP Paribas Real Estate.

1 - En partenariat avec la Poste et son hub numérique.



la demande: «c'est, par exemple, au coucher du soleil que nous éclairons et chauffons nos habitations».

Aussi, pour débattre autour de ce sujet essentiel, Asprom réunira, les 30 novembre et 1^{er} décembre, à Paris (UINM, 56 avenue de Wagram 75017 Paris) plusieurs experts pour apporter réponses à une triple interrogation: «quelles technologies pour quelles applications et pour quand?» (Renseignements: 06 07 02 83 93).

► BUILD AND CONNECT.

À Strasbourg, les 22 et 23 novembre, ce colloque international, portant sur les technologies et pratiques pionnières dans le bâtiment durable, a traité de quatre thématiques: le bâtiment dans la ville qui se densifie; le nouveau modèle économique de la rénovation; le bâtiment au service de l'efficacité énergétique; les nouveaux matériaux et le cycle de vie. Soulignons que la table ronde organisée le 23 novembre (de 9h30 à 10h50) autour du thème du «bâtiment au service de l'efficacité énergétique et la création de nouveaux usages», a été animée par Emmanuel François, président de la SBA, tandis que deux autres membres de l'Alliance (Christian Roger et Jean-Christophe Bourgeois) participeront aux débats.



► VALORISATION DES DONNÉES... DANS LA CONTINUITÉ.

Le 4 novembre, à Paris, Jacques Bourgain, président de GAMM, a organisé un séminaire portant sur l'efficacité opérationnelle et énergétique adaptée au bâtiment. Étaient présents John Petze (Sky foundry, éditeur de la plateforme SkySpark ainsi que Terry Casey (Intellistar Europe) qui a présenté une architecture distributive basée sur SkySpark, permettant aux prestataires de services de rendre les bâtiments plus intelligents et efficaces.

Ensuite, en introduction à deux tables rondes, 3 experts ont défini leurs visions respectives portant sur le problème de la gestion des flux de données: Jean-Louis Picqué, directeur de PLP Consulting et conseiller de Betom; Alain Kergoat, Urban Practices et membre de la SBA; Xavier Kenel-Pierre, direction de la stratégie BIM d'Immobilière 3F. Les deux tables rondes, quant à elles, ont porté sur l'interopérabilité, d'une part, des modèles ouverts de données de conception, de réalisation et d'exploitation pour une garantie du résultat et, d'autre part, du désilotage des données pour faciliter le traitement des données.

Enfin, après 50 années de professionnalisme, dont 28 consacrées à la création d'entreprises innovantes, Jacques Bourgain, PDG de GAMM, estime qu'il est temps de «passer la main» à de nouveaux investisseurs et à un nouveau dirigeant. La présence de Michael Hutin (DomoSens) a été remarquée. À suivre...

AGENDA

► « LES BÂTIMENTS INTELLIGENTS POUR L'OPTIMISATION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE. »

Tel sera le thème de la conférence, organisée par le réseau social Agrion (Global Network For Energy), le 14 décembre 2016, de 9h30 à 12h, à Paris. Emmanuel François y interviendra au nom de la SBA

cristina.oltean@agrion.org

► LA SBA AU CES 2017 (5-7 JANVIER 2017)

Chaque année la Mission CES emmenée par Xavier Dalloz réunit une délégation française de 200 décideurs et innovateurs dont la mission est de décrypter les tendances qui feront les offres de demain. Cette année la SBA a décidé de s'associer avec Xavier Dalloz pour monter une délégation dédiée aux Smart Building et Smart Cities et d'apporter tout au long de ces 4 journées un éclairage particulier propre à cet environnement, d'aménager des moments d'échanges nécessaires au Networking. Trois grandes thématiques ont été sélectionnées : l'énergie, la mobilité et la Santé/Bien-Etre se déclinant sur l'approche Ready2Services.

Programme & inscription

« Une vraie redistribution des cartes est en cours »

**Fariborz Farhoudi,
Directeur
de la transformation
digitale SPIE**

► ARCOM ADOPTE BLUETOOTH

À IBS, Arcom a exposé, en avant-première, une télécommande virtuelle sur smartphone en Bluetooth. Issue de la gamme de régulateurs tout-en-un de l'entreprise, cette application disponible sur Apple et Android permet, depuis son smartphone, de piloter tous les éléments de confort de son bureau de manière intuitive: la lumière, les stores, la température et la ventilation.

Le récepteur Bluetooth peut être installé dans un boîtier d'ambiance, une télécommande, voire même dans le régulateur de la pièce, l'avantage du Bluetooth étant d'éviter d'utiliser l'infrastructure informatique du bâtiment et les réseaux Wifi de l'entreprise pour plus de sécurité. Son déploiement est également facilité dans les bâtiments en construction ou rénovation où le wifi n'est pas encore disponible. Il ouvre par ailleurs la voie à d'autres applications innovantes telles que la géolocalisation pour le guidage à l'intérieur d'un bâtiment ou l'adaptation des paramètres de chauffage ou de climatisation d'une pièce en fonction du nombre de personnes présentes.

► KIT BIM EN EXPLOITATION.

Dans le cadre d'IBS, Marie-Françoise Guyonnaud, directrice de Smart Use, a animé une conférence ayant permis de découvrir le «Kit BIM Exploitation» en réponse à une interrogation: «Comment garantir la continuité des données de la conception à l'exploitation d'un bâtiment?»².

Les mondes du BIM, de la GTB et du Smart Building convergent afin d'offrir aux acteurs de l'immobilier des outils de pilotage performants. Le Kit BIM en Exploitation propose, quant à lui, une méthode partagée entre l'ingénierie, la maîtrise d'ouvrage et l'exploitant. De plus, cette solution fiabilise une maquette numérique tout au long du cycle de vie des ouvrages.

► DES SOLUTIONS ORIENTÉES SERVICES POUR LA VALORISATION DES BÂTIMENTS

Aujourd'hui, les protocoles propriétaires ont été remplacés par des langages ouverts et les équipements de marques différentes cohabitent sur les mêmes réseaux. Une très grande quantité de données peut être ainsi collectée dans les bâtiments via des capteurs variés. Il est donc nécessaire de dépasser les solutions de types GTB traditionnelles et de s'orienter vers une plateforme IoT capable de fournir des services locaux tout en s'interfaçant avec des applications cloud. «Tous les acteurs de l'écosystème sont conscients que ces données constituent une véritable mine d'informations pour les exploitants, les gestionnaires immobiliers et les occupants», rappelle Teddy Caroni, co-gérant, directeur marketing de B.Tib.

Dans ce contexte, la société a présenté, à IBS, "le Framework Active", outil permettant à l'intégrateur d'automatiser un très grand nombre de tâches qu'il réalisait préalablement à la main. «Ces outils sont totalement personnalisables, les intégrateurs pouvant les manipuler selon leurs besoins pour délivrer des solutions adaptées aux demandes des utilisateurs», explique le dirigeant de B.Tib qui, en cette fin d'année, affiche de bons résultats: croissance 2016 toujours à deux chiffres; CA multiplié par deux d'octobre 2012 à octobre 2016. En conséquence, l'entreprise déménagera au cours du 1er trimestre 2017 pour s'adapter à l'évolution de son effectif.

2 - Étaient associés à cette présentation la Fedene (Fédération des services énergie environnement), Syntec Ingénierie et BIM World.

«D'ici 5 ans, tous les logements seront connectés, aussi bien dans les constructions neuves que les projets de réhabilitation grâce aux technologies sans fil»

Patrice Dismondo,
Chef de projet R&D, pôle
«Bâtiment connecté»
chez Bouygues
Construction

«Le bâtiment va suivre le même modèle que celui de la téléphonie: un téléphone est la plupart du temps vendu avec des services»

Emmanuel François,
président SBA

► TRANSFORMATION DIGITALE: REGARDS CROISÉS.

Faut-il répéter que les technologies numériques influencent profondément l'économie, la société, les entreprises et le quotidien de chacun. Dans l'édition d'octobre 2016 de son magazine interne «Rencontres», SPIE publie les «Regards croisés» de Fariborz Farhoudi, directeur de la transformation digitale de l'entreprise, et d'Emmanuel François. «Quelle est la nature et quels sont les enjeux de cette transformation fondamentale?», leur a-t-il été demandé. Résumé de quelques-unes de leurs réponses:

- Fariborz Farhoudi: «Aujourd'hui, la question n'est plus d'avoir une stratégie digitale mais d'avoir une stratégie dans un monde digital... Si nous n'évoluons pas, nous risquons de nous faire surprendre.»

- Emmanuel François: «SPIE peut être un accélérateur de transformation numérique en s'appropriant le BIM, véritable ciment du bâtiment connecté, ou en proposant des services pour accélérer la numérisation des bâtiments existants.»

- Fariborz Farhoudi: «Notre stratégie digitale a été structurée autour de trois piliers: le développement d'une culture digitale avec l'implication de tous les collaborateurs; la réponse aux attentes de nos clients; l'usage de tous les apports du digital dans les processus opérationnels de l'entreprise.»

- Emmanuel François: «Les métiers de l'installation vont fortement évoluer. Il va falloir s'y adapter.»

- Fariborz Farhoudi: «Notre stratégie digitale s'appuie sur des initiatives déjà déployées ou qui le seront d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2017. À savoir un total de 10 projets prioritaires... De plus, a été créé un noyau dur digital, baptisé "core team" pour apporter support, soutien et encouragement aux initiatives digitales des filiales... tout en identifiant celles intéressantes à développer au niveau du groupe.»

- Emmanuel François: «Aujourd'hui, d'une manière générale, les salariés sont plus conscients de l'impact du numérique que leurs managers.»

SBAcontact

► 21, chemin des Esses
69370 Saint-Didier-
au-Mont -d'Or

► 0820 712 720

► contact@smartbuildings
alliance.org

e-SBA • Directeur
de publication et rédacteur
en chef: Emmanuel François
• Interviews et rédaction:
Jacques Darmon • Secrétariat
de rédaction et fabrication:
Dominique Briquet Comité
de rédaction: Emmanuel
François, Alain Kergoat
et l'ensemble des animateurs
des Commissions. •
Cette lettre a été e-mailisée
à 10 000 ex. •

► POUR PRÉPARER LA RÉVOLUTION DE L'IoT.

L'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), estimant que le déploiement de l'Internet des objets soulève plusieurs problématiques réglementaires, a souhaité anticiper le phénomène pour faciliter l'auto-organisation du marché. C'est pourquoi elle a réalisé une large «cartographie des enjeux» en partenariat avec l'ANFR (Agence nationale des fréquences), l'Anssi (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés), la DGALN (Direction générale de l'aménagement, logement et nature) de la DGE (Direction générale des entreprises) et avec France Stratégie.

1 - Pilotée par Fariborz Farhoudi, «core team» a pour mission de déployer la stratégie digitale du groupe.

DERNIÈRE MINUTE

► LA SBA ET CERTIVÉA S'ASSOCIENT POUR CRÉER LE LABEL DES BÂTIMENTS CONNECTÉS.

À l'occasion du SIMI, les principes du partenariat et du label seront présentés par la SBA et Certivéa le 1^{er} décembre à 18h30 sur le stand de Certivéa (E55 - niveau 2)

En savoir plus

LES NOUVEAUX MEMBRES

9 nouveaux membres viennent de rejoindre la SBA :

- ▶ **ACCENTA** développe des solutions de stockage d'énergies renouvelables pour réussir la nécessaire décarbonation des bâtiments neufs ou à rénover.
- ▶ **ALIAxis SERVICES**, sous la marque Glynwed, conçoit et développe des solutions pour le transfert de fluides industriels, les réseaux publics et privés de distribution et de collecte, le traitement de l'eau, l'assainissement ainsi que des solutions spécifiques pour les réseaux sensibles.
- ▶ **INSITEO**, leader dans le domaine de la géolocalisation intérieure et des systèmes de positionnement intérieur (IPS) pour les commerces, centres commerciaux, musées, bureaux, bâtiments publics...
- ▶ **LUTRON ELECTRONICS** conçoit et fabrique des systèmes d'éclairage architectural pour les applications de scénographies lumineuses dans les bâtiments et logements.
- ▶ **OGGA**, société lyonnaise, spécialiste de l'optimisation énergétique, concepteur d'«Echo Touch», solution de gestion intelligente de l'énergie dans les logements.
- ▶ **RABOT DUTILLEUL**, groupe familial indépendant et international de promotion-construction compte, parmi ses marques, Nacarat, promoteur généraliste, précurseur en matière d'éco-construction et d'esthétique immobilière.
- ▶ **RESOLVING** fournit des solutions permettant la gestion de projets de construction et la réduction des risques grâce à un échange d'informations et une analyse en continu de l'avancement de projets.
- ▶ **SPINALCOM**, start-up installée au sein du bâtiment «Entrepreneurial et Innovation» de Polytechnique, développe une plateforme intelligente pour traiter et partager les données IoT, en temps réel et de façon sécurisée, adaptée aux Smart Cities et Smart Buildings.
- ▶ **STUDINNOV** propose des missions d'assistance et de conseils aux décideurs et investisseurs dans les domaines des bâtiments «pour ceux qui font la ville durable».



Les rencontres de la Smart Buildings Alliance

Mercredi 07 décembre 2016 | 15h30 / 21h00



RÉUNION PLÉNIÈRE DE LA SBA CHEZ MICROSOFT LE MERCREDI 7 DÉCEMBRE

16h - 16h45: Restitution des travaux des commissions

17h - 19h45: Interventions et débats sur les thèmes suivants :

- Data as a service ●
- Smart Buildings for Smart Cities: quels nouveaux enjeux juridiques ●
- Nouveaux services et modèles économiques associés autour du Smart Building et de la Smart City ●
 - De la gestion d'actifs à la gestion de services ●

Programme détaillé - intervenants - inscription

LES MEMBRES D'HONNEUR



neo build



LES MEMBRES

► A

ABB ● ACCENTA ● ACR
● ACS2I ● ACTIWATT ●
AIRRIA ● ALIAXIS
SERVICES ● ALLIANZ
REAL ESTATE France ●
● ALTECA ● ARCHIMEN
● ARC INFORMATIQUE
● ARCOM Energie
Service ● ARISTOTE ●
ARKHENSAPACES
● ARP ASTRANCE ●
AVIDSEN ● AZUR SOFT

► B

B.tib ● BAALBEK
MANAGEMENT
● BARBANEL ● Bernard
THIERS ● BIM
IN MOTION ● BNP
PARIBAS REAL ESTATE
● BOUYGUES
CONSTRUCTION ●
BOUYGUES ENERGIES
& SERVICES ●
BOUYGUES IMMOBILIER

► C

CABA ● CAPENERGIES
● CCF ● CCI NICE COTE
D'AZUR ● CDU
Immobilier ● CEA TECH
● CELEA INGENIERIE
● CITYLITY ● CLUSTER
HBI ● COSTE
ARCHITECTURES
● CSTB

► D

DASSAULT SYSTEMES
● DECELECT ●
DEMATHEU BARD ●
DISTECH CONTROLS
● DOVOP
Développement

► E

E.ON ● ECONOCOM ●
EDF BRANCHE
COMMERCE ● EDF
OPTIMAL SOLUTIONS

● EFFIGENIE ● ELITHIS
● EMBIX ● ENGIE
AXIMA ● ENGIE INEO
● ENOCEAN

► F

FFDomotique ●
FIFTHPLAY ●
FONCIERE
DES REGIONS ●
FREEDOM ENERGY

► G

GA.MM ● GA2B ●
GETEO ● GFI
INFORMATIQUE
● GLI-GROUPE EKIU ●
GROUPE BETOM -
IDEAM SOLUTIONS

► H

HAGER ● HENT
CONSULTING
● HXPERIENCE

► I

IBM ● ICADE ● IDEX ●
INSITEO ● INSPEARIT
● INTENT
TECHNOLOGIES ● IP2I
● IPORTA ● ITEMS
INTERNATIONAL

► J

JULIEN LEBOURGEOIS

► K

KALIMA DB

► L

LE PRIEURE ●
LEFEVRE PELLETIER ●
LEGRAND ● LONMARK
France ● LUTRON

► M

M2OCITY ●
MEDIACONSTRUCT ●
MICROSENS ● MIOS

► N

NEOBUILD ●
NETSEENERGY ●

NEWRON SYSTEM
● NEXITY

► O

OGER
INTERNATIONAL
● OGGA ● ORANGE ●
OVERKIZ
● OYA LIGHT

► P

PHILIPS FRANCE
● PLAN BATIMENT
DURABLE ● POLE TES
● PROXISERVE

► R

RABOT DUTILLEUL -
NACARAT ●
RESOLVING ● REXEL

► S

S2I COURANT FAIBLE
● SAIRENOR ● SERCE ●
SIRLAN ● SLAT
● SMART USE ● SOMFY
● SPIE ● SPINALCOM ●
SPL LYON
CONFLUENCE ●
SPRINGBOK MOBILITY
● STUDINNOV
● SUNPARTNER

► T

TELNET ● TERACTEM
● TEVOLYS ●
TRINERGENCE

► U

UBIANT ● UNIVERSITÉ
DE RENNES 1
● URBAN PRACTICES

► V

VEOLIA ● VERTUOZ
by ENGIE ● VESTA
SYSTEMS ● VINCI
ENERGIES France
● VINCI FACILITIES

► W

WAGO ● WIT

OLIVIER ORTEGA: « LE JURIDIQUE À L'ÉPREUVE DE LA SMART CITY »

«*Au niveau juridique, quels sont les principaux sujets que pose l'émergence d'une Smart City?*» Pour Olivier Ortega, associé-partner au sein du cabinet LPA-CGR¹, cinq s'imposent !

Pour optimiser l'efficacité énergétique d'un bâtiment, fini l'individualisme tant au niveau de la production que de la commercialisation. «*Il faut changer de schéma et mutualiser les équipements énergétiques*», insiste-t-il. Mais, si c'est relativement simple au niveau du maillage des réseaux de chaleur et de froid à l'échelle des quartiers², «*c'est plus complexe pour les réseaux électriques*». Techniquement, on sait bien sûr créer un réseau privé. Mais qui en devient propriétaire; qui vend les kWh produits; qui l'entretient? L'article L.315-2 de l'ordonnance du 27 juillet 2016, relative à l'autoconsommation d'électricité, dont le développement est trop lent pour causes juridiques, apporte de premiers éléments de réponse et d'ouverture: «*l'opération d'autoconsommation est collective lorsque la fourniture d'électricité est effectuée entre un ou plusieurs producteurs et un ou plusieurs consommateurs finaux liés entre eux au sein d'une personne morale et dont les points de soutirage et d'injection sont situés sur une même antenne basse tension du réseau public de distribution*».

«*Une Smart City est avant tout communicante!*» S'imposent donc les infrastructures connectées (WiFi, LiFi, fibre optique...). Là encore, qui en sont les propriétaires et à qui revient leur entretien? Qui plus est, quid de la transaction des données? Par ailleurs, les opérateurs de télécommunications souhaitant, également, leur part de gâteau de la Smart City, se positionnent pour offrir une panoplie de services à partir des données récoltées sur leurs réseaux, quitte à changer de métiers. «*Y compris en entrant dans les bâtiments*», souligne Olivier Ortega, pour qui il convient d'adapter les concessions de services publics au secteur privé. Les trois grandes entreprises générales d'énergie y travaillent, Olivier Ortega y contribue.

Toujours au niveau de la Smart City, «*la mutualisation des infrastructures s'impose au lieu de les multiplier*», poursuit-il, en prenant l'exemple de l'expérimentation «*Living Lab*», à Lyon, où «*cohabitent*» espace public et espace privé. Destinée à tester en grandeur nature des services, des outils et des usages nouveaux, elle vise à favoriser l'innovation ouverte, le partage des réseaux ainsi que l'implication des utilisateurs dès le début de la conception. Durant un an, par exemple, l'expérimentation des navettes électriques autonomes, à Lyon Confluence, permettra de tout tester, de la technique au modèle économique, au service de la mobilité du grand public dans la ville.

«*Au niveau juridique, il est important de s'interroger à propos de la propriété immobilière, mobilière et des données personnelles*», poursuit Olivier Ortega. La loi du 7 octobre 2016, pour une République numérique, consacre la libre disposition des données personnelles et le droit de récupération de l'ensemble de ces données. Ce qui recouvre «*le droit à leur libre disposition*», c'est-à-dire le droit attribué à de décider de contrôler l'usage qui est fait de ses données à caractère personnel. «*Tel sera le cadre des travaux de la commission juridique en cours de lancement au sein de la SBA et dont j'assume la présidence*», souligne Olivier Ortega.

«*Bon nombre d'e-services de proximité restent à inventer*» au sein des Smart Cities, poursuit-il, en faisant notamment référence au développement des conciergeries connectées de quartiers. Vous souhaitez échanger avec vos voisins, rechercher un coup de main, un bon plan, un job ou une sortie? À Marseille, qui aspire à devenir «*une ville numérique intelligente*», le projet «*Smartseille*», développé par Eiffage, propose une conciergerie associative de quartier offrant un panel de services à la carte. Elle gèrera aussi le co-working en mettant à disposition les salles de travail, la mobilité partagée et le parking mutualisé.

«*Mais quid de la gouvernance de ces quartiers connectés et quelle vision juridique construire pour les 20 ans à venir?*», s'interroge Olivier Ortega en guise de conclusion. Qui décidera de mettre fin à certains services? Qui en créera de nouveaux? «*En résumé, qui seront les opérateurs de services urbains de demain et quelles législations les cadreront?*». Beaucoup reste donc à imaginer pour notamment réinventer la place de l'élu local.

1 - LPA-CGR avocats est le nouveau nom de Lefèvre Pelletier Associés et de CGR Legal depuis leur fusion, en février dernier, dans le but de créer un nouveau grand cabinet français international, leader sur la place de Paris.

2 - Les villes possédant un existant, il paraît moins complexe de travailler le concept «*Smart City*» à l'échelle des quartiers.